

Commission : Sommet UE sur les Alternatives aux Routes de la Soie

Problématique : From Europe to ASIA Madrid Summit 2024 Quelles voies d'interconnexions avec l'Asie (fret, passagers, numérique) ?

Auteur : République Tchèque

La République Tchèque est un pays d'Europe centrale avec 10,7 millions d'habitants , dont la capitale est Prague et qui fut fondé officiellement le 1er janvier 1993, suite à la division pacifique de la Tchécoslovaquie en deux pays. Elle est actuellement une république parlementaire dont le président est, depuis le 9 mars 2023, M. Petr Pavel et le premier ministre M. Petr Fiala, depuis le 28 novembre 2021. Il s'agit d'un gouvernement de centre droite autour de la coalition « Spolu » (Ensemble), qui dirige aujourd'hui une jeune démocratie dont les premières élections libres se déroulèrent en juin 1990, après la chute du mur de Berlin et du courage des étudiants qui furent les protagonistes de la "Révolution de Velours" qui mis fin à plus de 40 ans de régime communiste.

Du point de vue international, la République tchèque appartient aujourd'hui à l'Union Européenne ainsi qu'à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à l'OCDE, au Conseil de l'Europe et au groupe des Visegrad. En ce qui concerne l'aspect économique le pays a un PIB de 27223 \$ per capita en 2022

La position géographique centrale de la République Tchèque dans le continent européen a attiré l'intérêt de la Chine pour le développement des nouvelles routes de la soie. Milos Zeman, président de 2013 à 2023 , avait fait de la promotion des Nouvelles Routes de la Soie (fret, passagers et numérique, entre autres) un axe phare de ses deux mandats et avait qualifié l'initiative chinoise de « projet le plus important de l'histoire moderne ». La République Tchèque avait donc rejoint officiellement les Nouvelles Routes de la Soie en 2015 avec l'objectif de devenir la porte d'entrée de la Chine pour les marchés d'Europe centrale et occidentale. Au fait, le pays est le deuxième partenaire commercial de la Chine en Europe centrale. Cependant, avec l'arrivée du nouveau gouvernement, les relations tchéco-chinoises pourraient changer, et la République Tchèque pourrait envisager éventuellement d'autres partenaires en Asie, surtout en s'appuyant sur sa condition de membre de l'Union européenne.

Malgré les efforts de promotion des Nouvelles Routes de la Soie par l'ancien président Milos Zeman et l'espoir de devenir un partenaire clé pour la Chine en Europe, les retombées de l'adhésion dès 2015 à l'initiative chinoise restent limitées, et plusieurs événements négatifs ont généré une certaine méfiance de la République Tchèque. Par exemple, en 2021, un rapport de l'agence de renseignement de la République Tchèque (BIS) met en lumière l'influence grandissante de la Chine dans diverses activités en République Tchèque. Le rapport pointe du doigt des activités de renseignement, d'espionnage et de cyberattaque et les responsables politiques ont pris des mesures pour limiter la participation de Huawei dans le développement de l'infrastructure des télécommunications du pays. Plus récemment, le 8 mars 2023, l'agence nationale tchèque de la cybersécurité (NUKIB) a alerté de la potentielle menace de TikTok pour la sécurité nationale recommandant d'interdire l'installation et l'utilisation de l'application sur les appareils ayant accès au système réglementé, tels que les appareils d'entreprise et les appareils personnels utilisés à des fins professionnelles.

Il devient de plus en plus clair pour les responsables politiques tchèques que la Chine peut être une opportunité mais aussi et surtout une menace et qu'il faut donc trouver des alternatives au projet "One Belt One Road". Le président Pavel a soutenu qu'il était important de reconnaître que la Chine, ne partageant pas les mêmes objectifs stratégiques et principes que les démocraties occidentales, ne peut pas être considérée comme un pays ami à l'heure actuelle. La position chinoise dans la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine avec la retombée des réfugiés ukrainiens qui sont arrivés en République Tchèque et le besoin de renforcement de l'OTAN pour contrer la menace russe constituent des raisons de poids additionnelles pour la reconsidération des interconnexions et les alliances de la République Tchèque en Asie.

Le *Memorandum of Understanding* de 2015 qui rendait officielle l'implication de la République Tchèque dans le projet des Nouvelles Routes de la Soie, a été mis en question par le président Pavel qui croit fermement que son pays devrait reconsidérer l'équilibre de ses relations avec l'Asie pour, sans quitter l'initiative et contrarier la Chine, essayer de trouver des alliés plus fiables. Elle devrait

donc parier sur l'élargissement de ses relations et ses réseaux de communications avec des pays asiatiques qui partagent ses mêmes valeurs démocratiques, d'économie du marché, et qui en plus sont des figures de proue de la quatrième révolution industrielle, comme par exemple la Corée du Sud (premier pays asiatique à avoir établi un partenariat stratégique avec la République tchèque, notamment dans le domaine du numérique), l'Inde (le pays le plus peuplé du monde avec le plus haut taux de croissance en 2023), le Japon (troisième économie mondiale) ou voire le Taïwan. Dans le cas de ce dernier, il faudrait aussi faire très attention à l'aspect politique vis-à-vis de la Chine dans la ligne du président Petr Pavel qui a déclaré à la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen que son pays se tiendrait aux côtés de Taiwan comme partenaire fiable.

Finalement, puisqu'il s'agit d'un sommet de l'Union européenne sur les alternatives de la route de la soie, la République Tchèque doit appuyer les initiatives et les stratégies communautaires comme le sommet Europe-Asie (ASEM), qui vise à élargir les connexions entre l'Europe et l'Asie, ainsi que la stratégie de connectivité Europe-Asie, lancé en 2018 (creation de reseaux de transport, d'énergie, numériques et humains et appuyer son financement soutenable) ou celle de coopération Indo-Pacifique lancée en 2021. De même, la République Tchèque a tout intérêt à soutenir les partenariats de l'UE avec la Japon (Traité de Libre Échange de 2019, focalisé sur le secteur digital; Sommet UE-Japon de 2022) et l'Inde. Du point de vue bilatéral au sein de l'UE, la République Tchèque accompagne avec attention et intérêt les initiatives de la France et surtout de l'Allemagne, premier partenaire commerciale du pays.

En ce qui concerne la Chine, la République Tchèque partage avec l'UE la réorientation d'une politique purement commerciale (tout en réduisant la dépendance de la Chine en certains secteurs stratégiques) vers une autre tenant en compte d'autres facteurs comme la sécurité (protection des technologies sensibles), et les principes et valeurs européens, face à la tentative chinoise de relativiser le paradigme des Droits de l'Homme consacrés par les Nations Unies. La République Tchèque soutient un consensus le plus ample possible au sein de l'Union Européenne vis-à-vis de la Chine pour éviter la fragmentation des relations bilatérales ou multilatérales, comme le Forum de coopération entre la Chine et les pays de l'Europe centrale et orientale, qui bénéficient principalement le géant asiatique. La République Tchèque, a également tout l'intérêt à ce que l'UE conserve dans la mesure du possible son indépendance stratégique pour ne pas se retrouver au milieu de la rivalité entre la Chine et les États-Unis.

En somme, les positions de la République Tchèque, pays avec un passé communiste et actuellement foncièrement europhile, pour le "Europe to ASIA Madrid Summit 2024", sont basées sur le besoin de trouver un nouvel équilibre dans ses relations avec l'Asie. Le pays fût l'un des premiers à susciter l'intérêt de la Chine comme porte d'entrée des Nouvelles Routes de la soie en Europe Centrale, mais le nouveau gouvernement a constaté un potentiel risque et déséquilibre dans ces relations. Voilà pourquoi, il faut étudier d'autres alternatives bilatérales et multilatérales, surtout à travers l'Union Européenne, notamment avec la France et l'Allemagne, appuyées non seulement sur le domaine commercial mais aussi sur des facteurs liés à la sécurité, le développement technologique et des réseaux de communications alternatives, et les valeurs et principes des pays démocratiques.